

CountrySide

N° 189

European Landowners' Organization

SEPTEMBRE - OCTOBRE 2020 - BIMENSUEL - FR



L'alimentation et l'utilisation des terres rurales en Europe - sommes-nous d'accord sur la direction à prendre ?



Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Tables des matières

- 3** L'alimentation et l'utilisation des terres rurales en Europe - sommes-nous d'accord sur la direction à prendre ?
-
- 6** Labourer notre propre sillon - la politique agricole au Royaume-Uni
-
- 8** Faire pousser des arbres sur les terres agricoles : des choix judicieux pour planter 3 milliards d'arbres supplémentaire
-
- 11** Des prix Nobel exceptionnels pour une année particulière
-
- 12** Session plénière « Wildlife Estates » 2020
-
- 13** Quelques nouvelles automnales de la délégation espagnole du Wildlife Estates
-
- 14** Promouvoir la fourniture de biens publics agroenvironnementaux liés au climat
Projet FARCURA : le rapport sur l'agriculture sociale est disponible !
-
- 15** Séminaire organisé par le projet InnoForEST
-
- 16** Echec aux feux de forêt
Etude sur la défense des forêts contre l'incendie (DFCI)
Agenda

Le Pacte vert est un projet d'avenir nécessaire que nous accueillons favorablement mais ses éléments constitutifs doivent être basés sur une analyse d'impact sérieuse, afin d'éviter des vœux pieux. En attendant nous y contribuons constructivement en faisant des propositions sur des volets tant souhaitables que réalisables, tels la plantation de 3 milliards d'arbres.

Mais le Pacte vert semble à court terme être mal né de par la responsabilité de certains de ses initiateurs et de quelques supporters peu avisés : une approche « top down » du volet agricole a donné l'impression que le secteur alimentaire et agriculture était infantilisé, alors qu'il incube aujourd'hui tant d'initiatives porteuses d'espoir et à la fois tant de responsabilités.

La décision du Conseil des ministres et les votes en cours sur la PAC au Parlement Européen démontrent à quel point le retour à un aspect tangible est important si l'on veut que l'essentiel du Pacte vert soit développé en un vrai projet de société tel que nous le souhaitons.

La société européenne doit quant à elle sortir de l'image d'Épinal de l'agriculture de nos grands-parents. Les enfants entendent à l'école qu'il y a une agriculture bio et une agriculture intensive qui s'opposent. Rien n'est plus faux ou plus caricatural, relayé souvent par des gens peu formés à ces thématiques. Comment leur en vouloir ? Le faible nombre d'agriculteurs fait que sont méconnues- la qualité de leur travail et leurs aspirations à produire sainement pour le bien commun. Il est temps pour eux de faire comprendre la réalité de leur profession, autant qu'il est temps pour les promoteurs de solutions idéalisées de faire un réel effort de compréhension à leur égard : ce n'est pas par la violence à tout le moins verbale, que se permettent certains, que nous arriverons à atteindre le but.

Si les décideurs ne prennent garde, la sylviculture risque d'être confrontée au même ressentiment.

Pour éviter une telle polarisation porteuse d'échec j'en appelle à réunir les bonnes volontés et les compétences qui sont présentes chez les différents protagonistes. Positivons ce débat en établissant un Pacte vert objectif respectueux de ses premiers acteurs : ceux qui composent l'économie des zones rurales et respectueux des vraies attentes de la société.

Il y a urgence à sortir de positions clivantes, le climat et la biodiversité ne peuvent attendre.



Image d'Épinal de l'agriculture



Des tranchées creusées dans la tourbe profonde des marais près de Drinan sur l'île de Skye en Écosse, avec le Loch Slap et le pic de Beinn Na Caillich

L'alimentation et l'utilisation des terres rurales en Europe - sommes-nous d'accord sur la direction à prendre ?

La Commission européenne a fait preuve de courage et d'audace en misant sur le Pacte vert comme premier pas de son mandat de cinq ans. Elle l'a suivi avec une rapidité remarquable en élaborant de nouvelles stratégies importantes pour le système alimentaire européen et l'utilisation des terres avec les stratégies « De la ferme à la table » et « Biodiversité ». Elle a mis en place un programme de travail énergétique touchant à de nombreuses questions cruciales dans la manière dont la nourriture doit être produite et les terres utilisées. Les objectifs généraux de ces initiatives ont reçu un soutien général. Qui pourrait être contre la réduction des effets néfastes du changement climatique et la recherche d'un système alimentaire durable qui de plus récompense correctement tous ceux qui produisent des aliments ?

Professeur émérite Allan BUCKWELL, Imperial College, Londres

Toutefois, un examen plus approfondi des détails soulève un certain nombre de questions difficiles qui sont loin d'être résolues et qui pourraient constituer des obstacles importants à la réalisation des objectifs louables du Pacte vert. Deux de ces questions seront examinées ici : les prix des denrées alimentaires et le commerce international. De l'avis général, l'Europe ne relève pas suffisamment quatre défis : les crises du climat et de la biodiversité, le problème de l'alimentation et de la santé et les déséquilibres structurels dans la chaîne alimentaire. Les deux premiers ont été si largement exposés ces dernières années qu'ils n'ont pas besoin d'être expliqués ici. Le problème de l'alimentation et de la santé c'est que nous nous dirigeons vers une mort prématurée. La surconsommation de calories, de graisses et de protéines par rapport aux recommandations alimentaires est si courante qu'une proportion alarmante de la population est en surpoids et obèse, ce qui entraîne des troubles métaboliques, du diabète et des maladies cardiaques. L'espérance de vie ne cesse d'augmenter. C'est un problème de santé publique qui engendre un coût économique important. Avec le niveau de gaspillage alimentaire, la production inutile sous-jacente représente également un coût environnemental évitable. Sans entrer dans les détails, quelles sont les stratégies pour faire face à ces défis ? Les stratégies publiées à ce jour ont abordé ces problèmes de manière inégale. En ce qui concerne l'agriculture, le cœur des stratégies « De la ferme à la table » et « biodiversité » est la désintensification de la production alimentaire. Cela n'est pas surprenant. Pendant des décennies, toutes les analyses concernant la pollution de l'eau et de l'air et la dégradation de la biodiversité

associées à l'agriculture ont montré que l'intensification était l'une des principales causes de cette situation. Il est donc recommandé d'inverser ce processus. Cela doit se faire en limitant l'utilisation d'engrais minéraux, de pesticides et d'antibiotiques et en encourageant un changement du système de production vers des systèmes agroécologiques basés sur la nature. Ces mesures seraient censées, voire conçues, pour réduire l'intensité et donc les rendements à l'hectare. Avant d'examiner comment ces objectifs pourraient être atteints et leurs implications, passons au défi climatique.

Le problème émane de ce que l'agriculture et l'utilisation des terres sont actuellement des émetteurs nets de gaz à effet de serre (GES) nocifs pour le climat. Il est généralement admis que la réduction des émissions agricoles (principalement le méthane provenant de la fermentation entérique chez les ruminants, et l'oxyde nitreux provenant du sol pendant la production des cultures) est possible mais pas facile. La réduction des émissions doit être un élément clé de la stratégie. Mais il n'est pas possible d'éliminer ces émissions d'ici 2050 pour atteindre l'objectif climatique de l'UE, à savoir un taux net zéro. D'ailleurs, cela pourrait ne jamais être possible. Par conséquent, le maintien des émissions agricoles au-delà de 2050 devra s'accompagner d'un redéploiement des terres agricoles de la production alimentaire à la séquestration du carbone dans la biomasse et les sols. Cela signifie une augmentation significative des forêts, et peut-être des terres consacrées à la bioénergie (avec capture et stockage du carbone) sous forme de cultures pérennes telles que les taillis à courte rotation et le miscanthus. Elle exigera une forte réduction des émissions des sols tourbeux qui ont été convertis pour la

production agricole. Dans les hautes terres, ces sols ont été drainés pour le pâturage du bétail et dans les basses terres pour la production intensive de légumes. Le remède consiste à ré-humidifier la tourbe pour qu'elle stocke le dioxyde de carbone au lieu de l'émettre. L'ampleur de ces changements d'affectation des terres variera considérablement d'un État membre à l'autre. Malheureusement, les stratégies relatives au climat et à ses implications pour l'agriculture, l'utilisation des terres et la sylviculture ne sont pas encore apparues.

En réunissant ces éléments de vue d'ensemble, comment est-il possible de désintensifier la production agricole tout en réduisant sensiblement la superficie agricole en Europe ? Cela ne semble pas avoir été bien examiné. Les deux séries d'actions sont susceptibles de réduire la production intérieure de l'UE. Comment pourrait-on y parvenir ? Certains affirment que les nouvelles technologies sont la réponse : agriculture de précision, nouvelles techniques de sélection, produits de contrôle biologique. D'autres disent que c'est un excès d'optimisme technologique qui nous a menés à l'état actuel. Le juste équilibre entre ces arguments est une question qui n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes.

Une autre réponse consiste à réduire la surconsommation et le gaspillage. Il est clair que ces questions doivent faire partie de la stratégie. L'ampleur des changements souvent mentionnés, à savoir la réduction de moitié du gaspillage alimentaire et de la consommation de viande par habitant, indique ce qui pourrait être nécessaire. La réduction de la consommation de viande rouge et de produits laitiers fait déjà l'objet d'un débat animé dans toute l'Europe, et les tendances à la baisse de la consom-

mation sont également évidentes dans de nombreux États membres. Les questions de réduction de la consommation et des déchets occupent une place importante dans le Pacte vert, mais les stratégies et les politiques pour y parvenir sont moins développées. Cela indique un défi de gouvernance : les institutions européennes disposent de peu d'instruments pour influencer le comportement des consommateurs et Bruxelles est très nerveuse face aux accusations d'ingérence du haut vers le bas dans la vie des gens. Toutefois, si les politiques de désintensification de la production et d'extraction des terres hors de l'agriculture réussissent et qu'il n'y a guère d'action proportionnelle sur la consommation et le gaspillage, le résultat pourrait être une augmentation des importations de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux.

Dans le cas contraire, les exportations nettes de l'UE pourraient augmenter. L'effet net de l'une ou l'autre de ces mesures sur les biens communs mondiaux - le climat et la biodiversité - n'est pas clair. Nous ne disposons pas de données solides sur les effets environnementaux relatifs de la production dans le monde. Il suffit de dire que l'agriculture de l'UE se situe à l'extrémité haute intensité du spectre.

Un autre aspect essentiel d'une stratégie de désintensification est l'impact sur les prix des denrées alimentaires. Certains sont assez courageux pour affirmer que ceux-ci doivent augmenter. Les systèmes de production et les prix actuels ne tiennent pas compte des coûts de retombées sur l'environnement et la santé. Ces coûts devraient être internalisés afin que les producteurs puissent «se permettre» de pratiquer une agriculture plus respectueuse de l'environnement et que les consommateurs contribuent davantage à ces coûts de production réels. Il est bien certain que les produits respectueux de l'environnement appellent une prime organique ou bio. Cette prime est nécessaire au niveau de l'exploitation agricole pour compenser les rendements plus faibles de ces produits (même si l'on reconnaît qu'il y a des économies à réaliser sur les engrais et les pesticides). Toutefois, il est loin d'être simple de créer une situation dans laquelle un nombre nettement plus important de consommateurs est prêt à payer pour des produits plus chers mais moins dommageables pour l'environnement lorsque des produits moins chers sont présents au supermarché. Si la dynamique de cette situation tourne mal et que l'offre de produits plus chers est encouragée à croître plus vite que la croissance de la consommation, le résultat est évident. Effondrement de la bio-prime et forte désillusion des producteurs.

L'autre difficulté liée à l'orientation du système alimentaire vers un régime de prix plus élevé et plus réaliste sur le plan social est la pauvreté alimentaire. Au cours de ses trois premières décennies d'existence, l'UE a mis en place un régime frontalier très efficace de prélèvements variables sur les importations et de subventions à l'exportation. Ce système (qui a été progressivement abandonné après 1995) a permis de maintenir les prix des produits agricoles de base bien

au-dessus des niveaux du marché international. En dehors des coûts budgétaires de cette politique et outre le fait qu'elle n'était pas en odeur de sainteté chez les partenaires commerciaux, on a toujours soutenu qu'il s'agissait d'une politique très régressive sur le plan social. Elle a fait du tort à la plupart des ménages dont la proportion de dépenses alimentaires est la plus élevée. Il s'agissait des ménages les plus pauvres, les plus nombreux et les plus âgés. Le motif d'une politique de hausse des prix des denrées alimentaires aujourd'hui pour protéger l'environnement et la santé est peut-être plus défendable moralement, mais uniquement si des politiques crédibles sont en place et compensent réellement le fardeau qui pèse sur les plus pauvres.

S'il est possible de trouver des solutions qui incitent les agriculteurs à adopter des systèmes agricoles moins intensifs et plus durables et qui permettent à un plus grand nombre de consommateurs de payer le prix nécessaire pour des aliments plus durables, cela peut-il être concilié avec le système commercial libéral ? Les règles et mesures de l'OMC sont basées sur le concept de « produit similaire ». Toute restriction au commerce pour des raisons de santé ou d'environnement doit être non discriminatoire et solidement justifiée par des preuves scientifiques. C'est un grand sujet en soi. Cela signifie que le système commercial international pourrait devoir être modifié à mesure que les différents blocs, comme l'UE, évoluent à un rythme différent vers des systèmes alimentaires plus

durables pour la protection du climat et de la biodiversité. Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières est à l'ordre du jour, mais peut-il s'appliquer à des secteurs multiproduits et de transformation aussi complexe que l'alimentation ? Il est également urgent de s'y intéresser.

Pour conclure, on prétend que la pandémie de Covid-19 change les règles du jeu. Nombreux sont ceux qui affirment que l'une des leçons à tirer de la pandémie est la nécessité de réexaminer la durabilité de l'approvisionnement alimentaire de l'Europe. C'est vrai. Premièrement, il est très clair qu'une proportion scandaleusement élevée des victimes de la pandémie ont été les personnes âgées, en particulier celles qui souffrent de troubles chroniques tels que le diabète et les maladies cardiaques. Deuxièmement, on constate une augmentation alarmante de la pauvreté alimentaire - non pas parce que les réserves alimentaires se sont asséchées, elles ne l'ont pas fait, mais parce qu'un grand nombre de personnes, en particulier les plus pauvres qui occupent des emplois mal rémunérés dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, ont perdu leur emploi et leur revenu. La sécurité alimentaire de l'Europe dépend de l'évolution vers une production et une consommation plus durable. La Commission a placé ces questions au premier rang de ses priorités. L'orientation très large de la direction à prendre est acceptée, mais il faut beaucoup plus d'analyses et de débats pour réfléchir à ce qu'il signifie et à la manière de le réaliser.

INTERGROUP ON "BIODIVERSITY, HUNTING, COUNTRYSIDE"





INTERGROUP
BIODIVERSITY
HUNTING
COUNTRYSIDE

Le 29 septembre dernier, l'Intergroupe « Biodiversité, chasse, ruralité » du Parlement européen a tenu une conférence de haut niveau sur : « **La stratégie «De la ferme à la table» : garantir un équilibre sain entre les systèmes alimentaires européens et la protection de la biodiversité ».**

L'événement a été accueilli par le président de l'intergroupe, le député européen Álvaro AMARO (PPE), et les vice-présidents de l'intergroupe, les députés européens Jérémy DECERLE (Renew Europe) et Carmen AVRAM (S&D). Au cours de la conférence ensemble avec Alexandra NIKOLAKOPOULOU, chef de l'unité «De la ferme à la table» DG SANTE, Dr Francis BURNER, chef du projet PARTRIDGE Interreg NSR, Zeno PIATTI, agriculteur biologique de deuxième génération et membre d'ELO, basé en Autriche, et le professeur émérite Allan BUCKWELL ils ont partagé leur avis sur la voie ambitieuse vers une chaîne alimentaire durable qui nécessitera des actions de conservation de la nature.

29 Sept 2020
16:30 -18:00
[online event]

Pour plus d'informations : www.biodiversityhuntingcountryside.eu

DE MEILLEURES DÉCISIONS

John Deere Operations Center est un outil de gestion d'exploitation numérique conçu pour vous aider à prendre les meilleures décisions. Il fonctionne avec toutes les marques d'équipement. Il permet d'effectuer de réelles économies sur chaque hectare. Enfin, il est gratuit. Inscrivez-vous dès aujourd'hui sur MyJohnDeere.com, ou contactez votre concessionnaire pour commencer à faire des économies !



GO
OPERATIONS
CENTER



JOHN DEERE

NOTHING RUNS LIKE A DEERE

Labourer notre propre sillon - la politique agricole au Royaume-Uni

Il y a maintenant quatre ans que le Royaume-Uni a voté pour quitter l'Union européenne, deux ans depuis le premier projet de loi sur l'agriculture, un an depuis les élections générales éclair qui ont remis le calendrier à zéro, six mois depuis l'introduction du deuxième projet de loi sur l'agriculture et seulement deux mois avant la fin de la période de mise en œuvre en décembre 2020, et le Royaume-Uni est un État souverain à part entière.

Susan TWINING, conseillère principale en matière de politique d'aménagement du territoire à la CLA

Il y a eu beaucoup de discussions politiques, de négociations et de législation au cours des quatre dernières années, mais du point de vue de la politique agricole, la perspective de quitter la politique agricole commune (PAC) dans quelques mois seulement suscite des émotions mitigées. La relative certitude des budgets agricoles définis a disparu, mais les négociations avec le Trésor et un bouleversement majeur des principes et des politiques sont en cours. Beaucoup affirment qu'il était bien temps de s'éloigner des programmes qui offrent un mauvais rapport qualité-prix et qui sont mal ciblés, basés sur la superficie des terres plutôt que sur la manière dont elles sont gérées. La PAC fait également l'objet d'un examen et d'une révision, avec des changements décrits dans la stratégie « De la ferme à la table », qui s'orientent de la même manière vers des résultats plus respectueux de l'environnement.

Législation agricole britannique

Le projet de loi sur l'agriculture constitue la toile de fond législative de la nouvelle politique agricole et a été présenté pour la première fois au Parlement en septembre 2018. Cependant, il a été confronté à des retards dus à l'imminence d'un « no deal » Brexit au début de 2019 et à des difficultés politiques persistantes, qui ont abouti à des **élections générales en décembre de la même année, au cours desquelles le premier projet de loi**

est tombé. Il a été réintroduit après l'élection au début de 2020, avec de nombreuses améliorations, et devrait recevoir l'Approbation royale en octobre 2020.

Le Royaume-Uni est composé de quatre pays, l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord, et la loi sur l'agriculture concerne principalement l'Angleterre. Un calendrier spécifique est prévu pour le Pays de Galles, à titre provisoire, avant qu'il ne présente sa propre législation en 2021. L'Écosse et l'Irlande du Nord ont pris des dispositions distinctes. Des travaux similaires portent sur le marché intérieur du Royaume-Uni, fondé sur les principes de reconnaissance mutuelle et de non-discrimination dans l'élaboration des politiques. Le projet de loi sur l'agriculture est une loi habilitante et prépare le terrain pour un revirement de la politique agricole. En Angleterre, le projet de loi prévoit la transition des paiements directs (ang. Basic Payment Scheme) à partir de 2021, sans aucun autre paiement après 2027. Le projet de loi contient des dispositions relatives à une aide financière pour la prestation d'un large éventail de biens publics, notamment en matière de changement climatique, de biodiversité, de protection des ressources, de patrimoine, d'accès public et de diversité génétique, ainsi que pour améliorer la croissance de la productivité dans l'agriculture et la sylviculture. Il existe une série d'autres dispositions, dont certaines permettent de modifier la législation européenne « rapatriée », comme les interventions sur le marché, et de nouvelles dispositions visant à garantir l'équité de la chaîne d'approvisionnement. Le projet de loi sur l'agriculture n'est pas une initiative isolée, et les dispositions du projet de loi sur l'environnement, qui fait également son chemin au Parlement, et de la loi sur le climat de 2008, telle que modifiée en 2019, seront essentielles. Elles garantiront que les objectifs concernant la nature, l'eau, l'air, l'utilisation efficace des ressources et l'atténuation du changement climatique seront fixés et seront les principaux moteurs des priorités dans le secteur de l'agriculture et de l'utilisation des terres.

Développement des politiques

Alors que le projet de loi sur l'agriculture a été adopté en douceur par le Parlement au cours des deux dernières années, des progrès ont été réalisés dans l'élaboration des nou-

velles politiques en Angleterre et au Pays de Galles. L'Angleterre est sans doute le pays le plus ambitieux et le plus avancé, avec de nouvelles politiques qui débiteront en 2021, notamment la réduction des paiements directs. Le Pays de Galles est légèrement derrière et a accepté que les paiements directs ne soient pas réduits avant au moins 2022, tandis que l'Écosse n'envisage aucun changement avant 2024.

Pour l'Angleterre, les principales caractéristiques de la nouvelle politique sont les suivantes :

- Suppression de tous les paiements directs sur une période de sept ans à compter de 2021
- Nouveaux programmes de productivité pour l'agriculture et la sylviculture en 2021
- Lancement d'un nouveau programme d'innovation, de recherche et de développement en 2021
- Nouveau programme de « Countryside Stewardship » en 2021
- Nouveau programme de gestion environnementale des terres en 2024, avec un programme pilote pour la période 2021-2023
- De nouvelles subventions pour la santé des arbres seront introduites d'ici 2024, avec des essais et des projets pilotes entre 2020 et 2023
- Introduction de nouveaux programmes de santé et de bien-être des animaux en 2024, avec des projets pilotes allant de 2021 à 2023

Il s'agit d'un programme ambitieux qui s'articule autour du programme phare de gestion environnementale des terres (Environmental Land Management - ELM). Le ministère de l'environnement et des affaires rurales (Defra) a investi énormément de temps dans son développement en utilisant un cadre de co-conception, dans lequel les parties prenantes sont impliquées à tous les stades. Il a notamment mis en place un programme de tests et d'essais dans le cadre duquel des projets ont été proposés par les parties prenantes pour tester différentes composantes du système. Les tests et les essais ont porté sur plus de 3 000 entreprises agricoles et ont servi de base à la conception des projets pi-

Telemak®

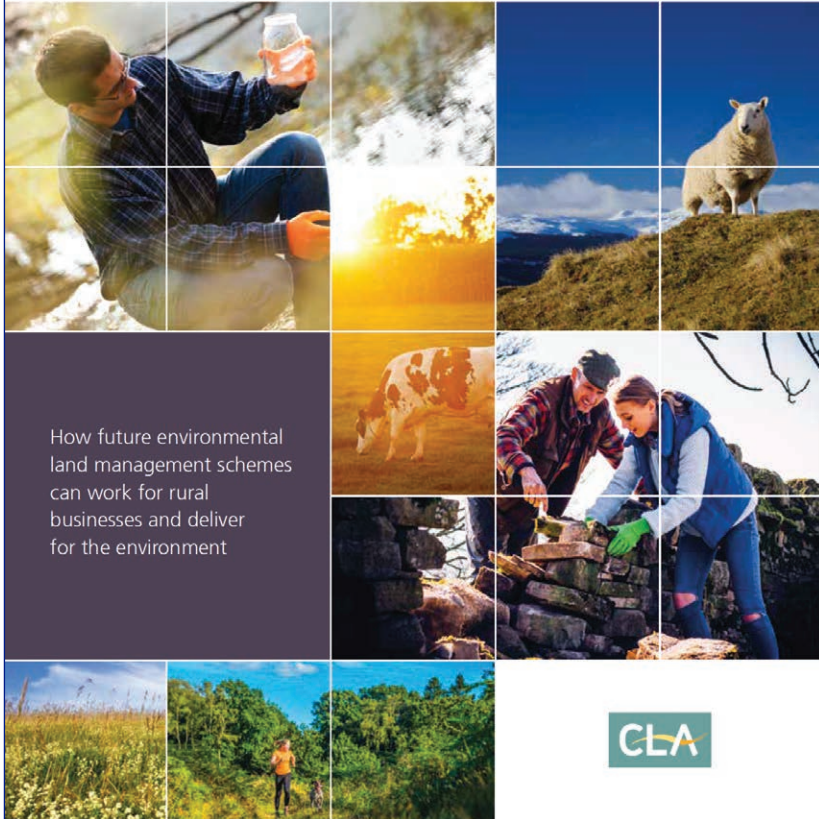
webcast
streaming
video services

Contact:

Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

THE LAND MANAGEMENT CONTRACT

DESIGN AND DELIVERY IN ENGLAND



changements en 2021, la principale préoccupation de nombreux membres de la CLA est la période de transition précoce, au cours de laquelle les paiements directs seront réduits sur une période de quatre ans avant que le nouveau régime d'ELM ne soit ouvert à tous. Les réductions des paiements directs n'ont été fixées que pour 2021, avec des réductions progressivement plus importantes pour les bénéficiaires de paiements plus importants. Si de nouvelles réductions sont ensuite réparties de manière égale sur l'année restante, les bénéficiaires pourraient perdre jusqu'à 50 % de leurs paiements avant de pouvoir entrer dans le mécanisme d'ELM en 2024. Si cela peut stimuler le changement dans l'industrie, cela peut également entraîner la faillite d'entreprises viables à court terme. Le CLA fait pression pour que des coupes peu profondes soient effectuées au début de la transition afin d'atténuer cette « vallée de la mort » et étudie d'autres solutions possibles.

Conclusions

Il y a beaucoup à apprécier dans la direction de la nouvelle politique en Angleterre, mais être le pionnier s'accompagne de défis. Il est utile de rappeler à nos membres que la PAC connaît des changements similaires, même s'il reste à voir s'ils iront aussi loin et aussi vite. Mais quoi qu'il arrive dans la politique agricole et les négociations commerciales, nous souhaitons construire une relation positive avec l'Europe à l'avenir. L'urgence climatique et la crise liée à la protection de la nature ne respectent pas les frontières politiques, et nourrir la population mondiale croissante nécessite une collaboration internationale. De ce fait, le plus important n'est pas seulement, après tout, de labourer notre propre sillon.

lotes qui débuteront bientôt.

L'implication de la CLA

La CLA est favorable à l'abandon des paiements directs au profit des paiements pour les biens publics. En fait, le premier document sur les paiements pour les biens publics a été publié en 2010, et la CLA a développé une vision pour la nouvelle politique appelée le Contrat de gestion des terres en mai 2018 (disponible sur www.cla.org.uk) qui a eu une influence sur la conception de l'ELM.

La CLA a également mené deux tests et essais d'ELM, en travaillant avec les membres pour étudier la façon dont les pratiques agricoles et forestières durables pourraient y être incluses, et comment l'accréditation des domaines de la faune sauvage peut y contribuer.

Le principe de co-conception du Defra signifie qu'il y a eu un niveau élevé d'engagement dans l'élaboration de la politique. L'équipe politique de la CLA siège au sein d'une série de groupes de parties prenantes de l'ELM afin de refléter les intérêts des membres, y compris des groupes thématiques liés aux tests et essais d'ELM, et des groupes de spé-

cialistes qui se penchent sur des questions telles que le cadre de résultats, conseils et les taux de paiement.

Il est clair que si l'EML est le fleuron de la nouvelle politique agricole, il existe de nombreux autres programmes qui seront tout aussi importants pour l'industrie, notamment ceux liés à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité de l'agriculture et de la sylviculture. Les nouveaux accords commerciaux avec l'UE et d'autres nations présentent des opportunités et des menaces, et il est clair que la croissance de la productivité dans le secteur se fait attendre, c'est pourquoi l'introduction rapide de programmes de productivité et d'innovation est la bienvenue. La CLA a proposé un programme d'adaptation des entreprises qui comprend des subventions provenant d'investissements dans les machines, les bâtiments et les infrastructures afin de stimuler la croissance de la productivité, mais qui donne également accès à un financement pour les conseils aux entreprises et la formation afin d'aider les entreprises individuelles et l'industrie dans son ensemble à se restructurer.

Outre le manque d'informations concrètes deux mois seulement avant le début des

7

Découvrez ces magnifiques domaines ruraux qui sont regroupés sur un même site et vous proposent une multitude d'activités.

Le confinement ayant été assoupli, vous pouvez à nouveau visiter, séjourner, manger, acheter, faire de la randonnée, du vélo ou organiser des événements au sein des « Welcoming Estates ».

Pour les dernières nouvelles veuillez suivre votre application Instagram !

Welcoming Estates Website

www.welcomingestateswebsite.com

Faire pousser des arbres sur les terres agricoles : des choix judicieux pour planter 3 milliards d'arbres supplémentaires

Extraits du document d'orientation de ELO & WWF



Smart choices to plant 3 billion additional trees

A policy brief by ELO & WWF



La « Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 - Ramener la nature dans nos vies », publiée le 20 mai dernier, compte parmi ses objectifs phares la plantation « d'au moins 3 milliards d'arbres supplémentaires dans l'UE d'ici 2030, dans le respect des principes écologiques ». Il est annoncé que la nouvelle stratégie forestière de l'UE, prévue pour 2021, comprendra une feuille de route, probablement avec des détails supplémentaires sur la manière dont cette initiative sera mise en œuvre.

ELO et WWF-Bureau des politiques européennes saluent cette initiative de la Commission européenne. Nous croyons ferme-

ment que la plantation d'arbres et d'arbustes peut apporter de multiples avantages à la nature et aux hommes, mais seulement si elle est effectuée de manière appropriée et si elle est complémentaire à la gestion durable des forêts existantes.

En plus de proposer une augmentation de la quantité, de la qualité et de la résilience des forêts européennes, la stratégie de l'UE en

faveur de la biodiversité pour 2030 reconnaît que « la plantation d'arbres est particulièrement bénéfique dans les villes, et se combine bien dans les zones rurales avec l'agroforesterie, les particularités topographiques et une séquestration de carbone accrue », soulignant ainsi la multifonctionnalité des arbres.

Ce document d'orientation portera spécifiquement sur la plantation d'arbres et d'arbustes sur les terres agricoles. Notre objectif est de contribuer au débat politique en présentant certains des meilleurs choix disponibles afin d'y parvenir, en recherchant des co-bénéfices et en soutenant la restauration de la biodiversité des terres agricoles. Les considérations relatives à la quantification de l'objectif de plantation d'arbres¹, ou toute recommandation technique² détaillée, dépassent le cadre de ce document d'orientation, qui vise principalement à fournir des orientations générales et des recommandations politiques.

Pourquoi faire pousser des arbres sur les terres agricoles ?

La production de bois et d'autres produits ligneux et non ligneux est une raison évidente de planter des arbres, car elle peut augmenter les revenus de l'exploitation, même s'il faudra du temps avant qu'elle ne fournisse des revenus. En outre, les agriculteurs et les propriétaires fonciers sont de plus en plus encouragés à tenir davantage compte de l'environnement dans leurs activités agricoles. La réintroduction d'arbres et d'arbustes sur les terres agricoles, ainsi que la préservation de ceux qui existent déjà, peuvent devenir l'un de leurs principaux outils pour contribuer à la protection contre les inondations, au captage et au stockage du carbone, à la diversification des paysages, à la régénération des sols, à la prévention de la pollution de l'eau ou à la restauration de la biodiversité.

Les arbres et les arbustes enrichissent l'environnement des terres agricoles en fournissant un habitat à de nombreux types de la flore et de la faune. Les terres agricoles riches en biodiversité en Europe combinent généralement une végétation se-

¹ La conversion du nombre d'arbres visé en hectares de terres ou en kilomètres d'éléments linéaires sera de toute façon nécessaire dans les zones rurales à des fins de mise en œuvre et de suivi.

² Fournir aux gestionnaires fonciers des recommandations et des conseils techniques, adaptés aux besoins locaux et fondée sur les connaissances écologiques et agronomiques, devrait être une exigence pour prévenir la plantation d'arbres faisant plus de mal que de bien



Un verger traditionnel en fleurs en Bavière, Allemagne

mi-naturelle comme les pâturages, avec une forte densité de caractéristiques paysagères comme les arbres, les grandes haies et les bosquets, qui augmentent également la connectivité écologique. Mais la végétation ligneuse peut également offrir de multiples avantages connexes pour des types d'agriculture très divers, en renforçant leur résistance et même leur productivité dans certaines conditions³.

Parmi les exemples typiques d'avantages connexes, on peut citer la réduction de l'impact négatif du vent sur les cultures, l'ombrage des pâturages et l'apport de fourrage supplémentaire pour le bétail, ou encore l'allongement de la saison de croissance des pâturages ; tous pertinents face aux défis environnementaux actuels. Des recherches récentes mettent également en évidence d'autres avantages, comme la protection des pollinisateurs et des régulateurs de parasites, l'augmentation de la teneur en protéines des céréales ou l'amélioration de la capture de l'humidité de l'air. Les arbres peuvent également avoir des effets négatifs sur les champs adjacents ou sur certaines espèces sauvages. Il s'agit par exemple de l'ombre excessive, de la

concurrence pour l'eau, de l'augmentation du risque de propagation des mauvaises herbes ou d'offrir un abri aux animaux sauvages pouvant causer des dommages aux cultures ou aux oiseaux nichant au sol.

Afin d'éviter les effets indésirables et de maximiser les bénéfiques, de multiples facteurs et conditions doivent être évalués lors de la planification de la culture d'arbres et d'arbustes. Certains choix, comme celui d'opter pour une espèce résistante et écologiquement appropriée, peuvent sembler relativement simples, mais des avis d'experts peuvent être nécessaires pour tenir compte des changements à long terme attendus dans les conditions climatiques environnantes. En effet, compte tenu de la durée de vie des arbres, les semences standard de provenance locale pourraient nécessiter une diversification avec des provenances plus résistantes à la chaleur et à la sécheresse.

Identifier la meilleure conception et les meilleurs emplacements pour la plantation nécessite une expertise, ainsi que de prévoir l'entretien et la protection dont les semis auront besoin. En outre, des recherches interdisciplinaires à long terme et d'autres projets d'échange et de démonstration se-

ront nécessaires pour surmonter la crainte liée à la complexité des systèmes agroforestiers et pour évaluer leurs performances agronomiques et financières. Dans l'ensemble, un bon encadrement technique, idéalement fourni par des conseillers en agroforesterie expérimentés et/ou bien formés, a un rôle clé à jouer pour faire de la plantation d'arbres un succès à long terme.

Un cadre politique propice

La culture d'arbres et d'arbustes n'est pas une opération ponctuelle de plantation mais un engagement à long terme pour les propriétaires et les gestionnaires de terrains. Les premières années qui suivent la plantation ou l'ensemencement sont cruciales car les jeunes arbres et les semis auront besoin d'une certaine protection contre les conditions climatiques défavorables (comme le gel ou la sécheresse) et pour prévenir les dommages causés par les animaux sauvages comme les chevreuils ou par le bétail domestique. Il peut être nécessaire de replanter si quelque chose s'est mal passé et, à des stades ultérieurs, il peut être nécessaire de tailler ou d'éclaircir pour assurer une bonne forme et une bonne croissance des arbres.

Bien que ces systèmes augmentent la résilience de l'activité agricole, entraînant souvent une diminution de l'utilisation des intrants et permettant un certain degré de diversification, la réduction des rendements peut toujours être un facteur limitant. En outre, la plantation d'arbres peut dans certains cas entraîner une perte de la valeur des terres agricoles, ou peut être difficile à réaliser lorsque les métayers et les propriétaires fonciers ne sont pas d'accord. La séquestration du carbone est presque devenue un devoir pour les gestionnaires des terres, mais les incitations économiques sont rarement au rendez-vous. Et lorsque l'expérience et les données disponibles sont plus limitées, comme c'est le cas pour les systèmes agroforestiers innovants, les gestionnaires des terres peuvent hésiter à planter des arbres, à moins de recevoir des conseils qualifiés et fiables.

Dans l'ensemble, pour encourager les agriculteurs et autres gestionnaires de terres à planter des arbres et des arbustes, il ne suffit pas de couvrir les coûts initiaux. Un environnement politique plus complet et plus favorable sera nécessaire pour atteindre l'objectif ambitieux poursuivi par la stratégie en faveur de la biodiversité. Nous soulignons ci-dessous cinq éléments clés qui pourraient être améliorés dans un avenir proche et qui sont très pertinents à cet égard.

³ Une myriade d'exemples et de preuves scientifiques est disponible sur le site web du projet Agforward



Réseau dense d'arbres et d'arbustes sur les pâturages de León, en Espagne (© Víctor Casas)

1. Politique Agricole Commune - éligibilité des terres agricoles aux paiements directs de la PAC.

Un ensemble complexe de définitions et de règles fait qu'il est plus difficile - dans de nombreux États membres - de demander des paiements directs au titre de la PAC pour des terres où les arbres et les arbustes sont abondants, même si ces terres sont activement cultivées. Ces restrictions ont un effet inverse sur la présence d'arbustes et d'arbres, et doivent être modifiées pour garantir que tous les types d'agroforesterie susmentionnés, y compris les taillis et les bois récemment établis, ne soient pas exclus du soutien de base de la PAC.

2. Politique Agricole Commune - investissements et conseils.

Les États membres doivent mettre à disposition des fonds de développement rural suffisants pour

soutenir l'accès aux conseillers et les investissements nécessaires à la plantation d'arbres et d'arbustes et à leur entretien au cours des premières années. De plus, tous les types d'agroforesterie devraient bénéficier des taux de soutien accrus déjà prévus pour le boisement et les investissements non productifs. Les autorités publiques devraient garantir la disponibilité de conseillers agricoles possédant l'expertise adéquate, favoriser les échanges entre agriculteurs et fournir un soutien à l'innovation.

3. Politique agricole commune - l'architecture verte.

L'architecture verte de la PAC doit être propice à une plus grande présence d'arbres sur les terres agricoles. Comme point de départ, une proportion équitable d'éléments paysagers et une largeur minimale pour les bandes tampons doivent être fixées pour tous les bé-

néficiaires de la PAC. Les États membres devraient mettre en place des incitations financières dans le cadre des éco-régimes innovants ou des programmes de développement rural bien établis, afin de récompenser les exploitations qui vont au-delà de la base de référence. Ces paiements devraient être pluriannuels et proportionnels aux avantages environnementaux attendus d'une augmentation du nombre de caractéristiques du paysage ou d'une meilleure gestion des arbres et de la végétation naturelle.

4. L'initiative de l'UE « Carbon Farming » et le cadre réglementaire pour la certification des éliminations du dioxyde de carbone,

récemment annoncés, devraient couvrir dans le détail l'activité de culture des arbres dans les exploitations agricoles, car c'est l'un des principaux outils dont disposent les gestionnaires des terres pour séquestrer le carbone. L'accès potentiel à des revenus supplémentaires provenant des marchés du carbone ou d'un programme public ou privé de stockage du carbone dans les sols agricoles pourrait aider à développer de nouveaux modèles commerciaux pour les exploitations agricoles et inciter davantage les gestionnaires des terres à faire pousser des arbres.

5. Réglementation nationale ou régionale.

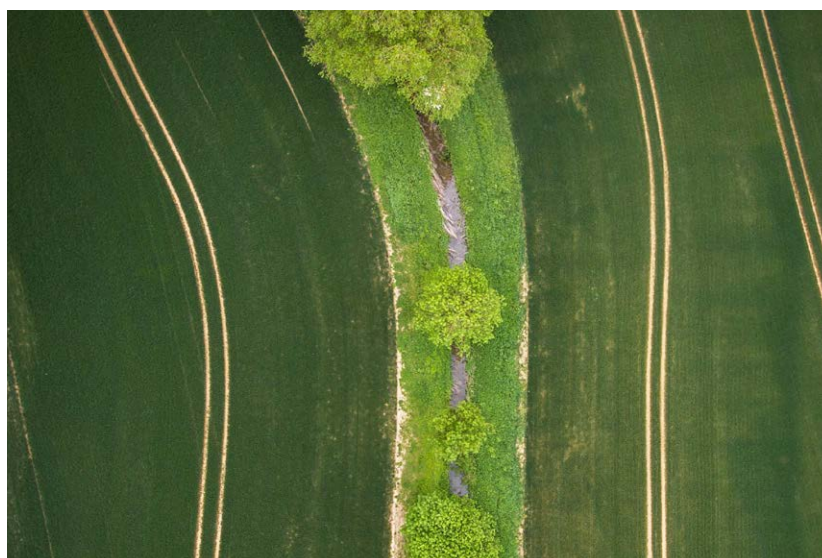
Les définitions juridiques des terres agricoles comparées aux terres forestières dans les registres officiels (qui peuvent être affectées par la taille de la parcelle ou la couverture forestière) devraient être révisées lorsque le fait d'avoir plus d'arbres sur les terres agricoles entraîne une perte de valeur foncière ou des restrictions disproportionnées à la gestion. Des approches innovantes en matière de gouvernance, comme la gestion des terres, ainsi que l'augmentation des paiements pour les services écosystémiques, peuvent également contribuer à faciliter l'adoption d'initiatives de plantation d'arbres.

Pour l'avenir, et compte tenu des demandes croissantes et concurrentes en matière d'utilisation des terres, une approche plus holistique et territoriale de l'élaboration des politiques semble souhaitable pour nos zones rurales. Une option qui faciliterait la plantation d'un plus grands nombres d'arbres en Europe serait d'élargir le champ d'application et la gouvernance de la PAC, afin qu'elle devienne la principale politique de gestion des terres rurales de l'UE, y englobant la sylviculture.

Planter des arbres aux mauvais endroits ou utiliser les mauvaises espèces sont des erreurs bien documentées que nous avons commises dans le passé et qui ne doivent pas être répétées. C'est notamment le cas de certains habitats protégés par l'UE⁴, tels que de nombreuses zones humides (par exemple, les tourbières, les landes, etc.) et certaines prairies riches en biodiversité, qui sont mieux préservées lorsqu'elles sont exemptes d'arbres. Toute conversion de ces habitats doit être évitée, c'est pourquoi il s'agit de zones interdites à la plantation d'arbres.

Lorsqu'elles sont disponibles, les recommandations spécifiques sur la plantation d'arbres figurant dans les documents d'orientation pour la conservation des habitats ou dans les plans de gestion des zones protégées doivent être suivies. En outre, il peut également être contre-productif de planter des arbres ou des arbustes sur des terres où la régénération naturelle est déjà en cours, en particulier si cela implique des travaux préparatoires importants perturbant les sols et la végétation ligneuse existante. La plantation d'arbres est souvent inappropriée même dans les zones rurales qui abritent déjà une forte proportion de forêts et de végétation naturelle, surtout lorsque le maintien de zones ouvertes avec des pâturages ou des terres cultivées aide à préserver des paysages en mosaïque riches en biodiversité.

⁴ Pour une liste et une description complète des habitats protégés, voir le Manuel d'interprétation des habitats de l'UE.



© Yulian Alexeyev

Arbres le long d'un ruisseau à Pontruet en France

Des prix Nobel exceptionnels pour une année particulière

La pandémie de 2020 et la crise économique qui s'en est suivie, en plus des crises climatiques et naturelles, ont prouvé une fois de plus combien il est crucial pour notre avenir d'agir maintenant, tout en gardant à l'esprit des solutions à long terme.

Emmanuelle MIKOSZ, ELO



© Nobel Media. Ill. Niklas Elmehed.
Emmanuelle CHARPENTIER
Le prix Nobel de chimie 2020



© Nobel Media. Ill. Niklas Elmehed.
Jennifer A. DOUDNA



© Nobel Media. Ill. Niklas Elmehed.
Le prix Nobel de la paix pour 2020

dans le domaine de la recherche de base, et les chercheurs en plantes ont pu développer des cultures qui résistent aux moisissures, aux parasites et à la sécheresse. En médecine, des essais cliniques de nouvelles thérapies contre le cancer sont en cours, et le rêve de pouvoir guérir les maladies héréditaires est sur le point de se réaliser. Les ciseaux génétiques ont fait entrer les sciences de la vie dans une nouvelle ère et, dans bien des cas, ils apportent le plus grand bénéfice à l'humanité ».

La détermination à « agir maintenant » a été récompensée par le prix Nobel de la paix pour le travail du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies pour ses efforts de lutte contre la faim dans le monde, en particulier dans les zones de conflit. C'est un geste très symbolique, certainement beaucoup mieux ressenti et compris dans la réalité actuelle par les citoyens européens qui vivent depuis de nombreuses années sur un continent rarement touché par la guerre et entouré de paix, le dernier conflit régional ayant eu lieu il y a plus de 20 ans dans les Balkans. La crise du Covid-19 a souligné encore plus l'urgence de lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale, très clairement illustrée par les images de lieux tels que le camp de réfugiés de Moria en Grèce. Le prix Nobel de la paix pour 2020 montre tout ce qu'il reste à faire dans ce domaine.

La perspective du « long terme » a été reconnue dans la réalisation exceptionnelle de la découverte des «ciseaux génétiques» : un outil qui peut réécrire le code de la vie, comme l'a décrit le Comité Nobel. Emmanuelle CHARPENTIER, microbiologiste française, directrice de l'unité Max Planck pour la science des agents pathogènes, Berlin, Allemagne ; et Jennifer A. DOUDNA, biologiste américaine, professeur à l'université de Californie, Berkeley, États-Unis ; ont découvert l'un des outils les plus pointus du génie génétique : les ciseaux génétiques CRISPR/Cas9. Il permet de modifier l'ADN des animaux, des plantes et des micro-organismes avec une extrême précision. Comme expliqué

par Claes GUSTAFSSON, président du Comité Nobel de chimie : « Il y a une puissance énorme dans cet outil génétique, qui nous concerne tous. Il a non seulement révolutionné la science de base, mais il a également permis de créer des cultures innovantes et il conduira à de nouveaux traitements médicaux révolutionnaires ». Le Comité Nobel a attiré l'attention sur le fait que depuis la découverte du mécanisme des ciseaux génétiques CRISPR/Cas9 en 2012, l'utilisation de cet outil a explosé. Il a été souligné que : « cet outil a contribué à de nombreuses découvertes importantes

ELO, depuis de nombreuses années, plaide auprès de ses membres pour des solutions qui assurent la sécurité alimentaire et environnementale. En tant que tel, ELO transmet des mots de reconnaissance particuliers à tous les travailleurs humanitaires du monde entier. ELO transmet également des mots spéciaux d'appréciation à Emmanuelle CHARPENTIER et Jennifer DOUDNA pour le mécanisme Crispr-Cas9, qui apporte un nouvel espoir dans la bataille pour nourrir le monde de manière durable.





Prix Sol
Le prix pour la gestion de la terre et du sol
2020-2021

Pour de bonnes conditions agricoles et environnementales

APPLIQUEZ MAINTENANT

DATE LIMITE : 31 décembre 2020

Prix : 5 000 euro

Télécharger le formulaire du site www.elo.org

emmanuelle.mikosz@elo.org
www.europeanlandowners.org/awards/soil-land-award
[europeanlandowners](https://www.facebook.com/europeanlandowners)
[EULandownersOrg](https://twitter.com/EULandownersOrg)





Session plénière « Wildlife Estates » 2020

Cette année, la session plénière de « Wildlife Estates » a eu lieu les 2 et 3 septembre à Wolfsburg (Allemagne).

José GOMEZ-ACEBO, ELO



Le comité de direction s'est réuni pour faire le point sur la situation dans chaque pays faisant partie du label et sur tous les progrès réalisés grâce au travail des délégations nationales. Nous avons pu compter sur l'assistance physique des délégations nationales de l'Allemagne, de la France et de la Belgique. Les autres membres se sont joints en ligne pour y assister. Le comité scientifique a mis à jour les changements apportés à la méthodologie actuelle afin de suivre les lignes directrices de la nouvelle PAC et des nouveaux projets. Le label « Wildlife Estates » représente non seulement la plus grande certification privée européenne, mais aussi la plus récente. Konstantin KOSTOPOLULOS, l'actuel directeur du projet, a fait le point sur la situation actuelle au niveau européen et de l'évolution des différentes politiques qui seront adoptées au sein de l'UE.

Lors de la session plénière, 5 diplômes ont été décernés aux domaines suivants : Forstrevier Basedow, Territoire "Forstgut Bodenstern" sur le domaine "Forstbetrieb Wintzingerode", Forstgut Eickhof, Gut Basthorst et Frhr. Knigge'sche Miteigentümergeinschaft. L'ajout de ces 5 domaines a augmenté la superficie totale gérée par le projet de 5320 hectares en Allemagne.

La nature difficile des circonstances actuelles a exigé de notre hôte, Günther Graf von der SCHULENBURG, un arrangement logistique inhabituel afin de se conformer à la réglementation sanitaire allemande. Le Secrétariat de WE le remercie chaleureusement pour les efforts déployés pour assurer le déroulement de l'événement.

La session plénière comprenait aussi une conférence « Récompenser les performances du système écologique comme une

chance exceptionnelle pour les domaines « Wildlife Estates » au cours de laquelle la députée européenne Lena DÜPONT a présenté une mise à jour sur la situation actuelle au Parlement européen, et le professeur Ernst SCHULZE a expliqué en détail la "Biodiver-

sité et gestion des forêts, un point de vue allemand". Le colloque qui a suivi entre Günther Graf von der SCHULENBURG, Susanne WITTIG (co-fondatrice de Brainforest), Helmut DAMMANN-TAMKE (chef du parti parlementaire UCD) et le professeur Ernst-Detlef SCHULZE a souligné les avantages d'un label environnemental et les bénéfices que les propriétaires pouvaient en tirer. Enfin, Dr Jürgen TACK (directeur scientifique d'ELO) a expliqué les avancées du projet LIFE (*Land is forever*) présentant les différents outils afin de mettre en évidence le travail fondamental des propriétaires privés en termes d'environnement et de biodiversité.

En point d'orgue, une visite a été effectuée dans le cadre du projet de biodiversité de Bisdorf composé de prairies gorgées d'eau, de fragments de forêts humides, de zones arbustives, de haies, de prairies sèches et de populations de poires et de pommes sauvages.



De gauche à droite : Christoph zu STOLBERG-STOLBERG, Roderich FREIHERR VON LOE, Milana Freifrau von RUFFIN, Günther Graf von der SCHULENBURG, Dr. Jobst Graf von WINTZINGERODE, Thierry de l'ESCAILLE, Jens JACOBI et Alexander SCHÖNBURG-HARTENSTEIN

ERRATUM concernant le texte publié dans le « CountrySide Magazine » n°188

Le Secrétariat de « Wildlife Estate » est heureux d'annoncer que cette année 3 nouveaux labels ont été attribués aux Pays-Bas aux domaines de *Heerlijkheid Mareinwaerd*, de *Landgoed De Noetselenberg B.V.* et de *Landgoed Middachten*. Nous tenons à remercier Seger Baron van VOORST TOT VOORST et son équipe pour avoir organisé la présentation des labels des domaines de la faune et de la flore dans le parc national de *De Hoge Veluwe* (possédant un label WE lui-même).

F.W.F.L. Graf zu ORTENBURG, propriétaire de *Landgoed Middachten* a souligné : « 'Wildlife Estates' accentue l'importance d'une initiative européenne qui reflète le travail des propriétaires privés pour la préservation de la biodiversité. C'est une déclaration très importante pour faire prendre conscience à la société et aux politiciens de ce travail accompli. J'encourage les propriétaires à se joindre à cette initiative, car plus nous aurons d'adhérents plus nous y sensibiliserons les gens ».

Quelques nouvelles automnales de la délégation espagnole du Wildlife Estates



Les « Dehesas de Escalona » à Tolède et la conservation de l'aigle impérial en Espagne

Dr. Carlos OTERO

(Wildlife Estate. La Ronca ; WE Code: ES.WE9.2017)

Les jeunes aigles impériaux connus sous le nom de «Damos», bien qu'ils soient déjà présents sporadiquement dans cette région, à l'ouest de la province de Tolède, ont commencé à être observés à plusieurs reprises à partir de juin 2018 dans le domaine de *La Ronca*. Ce phénomène s'est amplifié à partir de l'été 2019, ce qui coïncide avec la consolidation des populations de lapins, de perdrix rouges et de pigeons ramiers, leurs proies favorites, dans cette zone.

Le couple d'aigles impériaux niche dans la forêt de chênes historique d'*Escalona* et de *Paredes de Escalona*. Leurs aiglons quittent le nid à partir du mois de juin, il l'est alors courant de les voir perchés dans des grottes d'où ils dominent les vastes zones de chasse de *La Ronca*. La présence permanente dans ce pâturage du couple d'aigles adultes et des jeunes confirme le lent mais continu rétablissement de cette espèce.



Jeune Aigle impérial (© C.Otero)

La sécheresse à Fuerteventura, aux îles Canaries, menace la population d'outardes houbara et de courvite isabelle

Dr. Carlos OTERO

Wildlife Estate: Fuerteventura Island
Código WE: ES.WE3.2017

Le peu de pluie qui est tombé en 2020 à ce jour sur l'île de Fuerteventura - 260 mm seulement - a créé des conditions extrêmement hostiles dans l'habitat désertique d'espèces aussi importantes pour la bio-région macaronésienne que l'outarde houbara et le courvite isabelle.

La stratégie UMECAH développée par le WESC pour la conservation de l'outarde houbara et mise en œuvre par la réserve de bios-

phère et le Conseil insulaire de Fuerteventura permettra d'atténuer ces effets en mettant en œuvre 8 initiatives de conservation au cours de la période 2020-2021.



UMECAH Fuerteventura (© C. Otero)



Courvite isabelle (© A. M. Romero)



Outardes houbara (© A. M. Romero)

Les grues ont déjà débarqué en Estrémadure pour leur saison d'hivernage

Maria LEDESMA

(Wildlife Estate: San Antón Abad ; WE Code: ES.WE8.2010)

Avec l'arrivée des premiers froids, on peut déjà entendre le rugissement et le claironnement des grues au Domaine de la faune de San Antón à Navalvillar de Pela (Badajoz, Espagne).

Comme chaque année, la majorité des grues de Norvège, de Suède et d'Allemagne choisissent les *Vegas Altas del río Guadiana* comme destination d'hivernage, profitant de la diversité des habitats op-

timaux pour leur repos et leur alimentation. Plus précisément, les oiseaux qui s'installent dans la région de Navalvillar de Pela et dans d'autres municipalités voisines (jusqu'à 45 000 spécimens en janvier) profitent de la journée pour se nourrir de glands et de bulbes dans les pâturages de plus en plus rares, dans les champs de chaume de maïs et de riz, mais aussi dans les oliveraies et les champs où sont semées les céréales d'hiver.

Le soir, on peut voir le spectacle des phalanges interminables des grues qui passent des aires d'alimentation aux perchoirs, généralement établis sur les rives des réservoirs Orellana et García de Sola, et dans les champs de chaume situés sur les terrasses de cultures irriguées et inondées pendant l'hiver par les eaux de pluie.

Pendant leur séjour, il est courant de les voir en grands troupeaux de plusieurs centaines, comme des troupeaux de moutons, dans lesquels on peut clairement distinguer les groupes familiaux composés du couple adulte et de l'enfant d'un an.

Pour le plaisir des ornithologues amateurs qui viennent les observer, elles sont accompagnées dans cette enclave par de nombreux autres oiseaux hivernants tels que l'oie cendrée (*Anser anser*), la bécassine des marais (*Gallinago gallinago*), le busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), la mouette rieuse (*Larus ridibundus*), le vanneau huppé (*Vanellus vanellus*), la barge à queue noire (*Limosa limosa*) ou le pluvier doré (*Pluvialis apricaria*) entre autres.



Common Crane (© C. Otero)



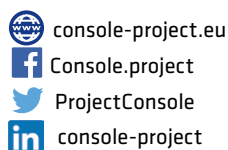
Promouvoir la fourniture de biens publics agroenvironnementaux liés au climat

Marie-Christine BERGER, ELO

Le projet CONSOLE se concentre sur la promotion de la fourniture de biens publics agroenvironnementaux liés au climat par l'agriculture et la sylviculture en développant des solutions contractuelles améliorées entre l'administration publique (à différentes échelles) et les agriculteurs. L'équipe multi-acteurs et multidisciplinaire de CONSOLE rassemble 24 partenaires dans 13 pays, couvrant un éventail de représentations d'organisations d'agriculteurs, d'administrations régionales, de sociétés de conseil, d'institutions de recherche et d'organismes de gestion des eaux et des forêts.

Un atelier intitulé « Nouveaux instruments pour la fourniture de biens publics par l'agriculture et la sylviculture : perspectives du projet CONSOLE » s'est tenu virtuellement le 19 octobre pour mettre en lumière les 60 études de cas recueillies. Plus de 100 participants de toute l'UE et d'ailleurs y ont participé. Le projet a été présenté par le coordinateur du projet et a été suivi d'une présentation sur les nouvelles solutions contractuelles pour l'amélioration de la fourniture de biens publics par l'agriculture et la sylviculture, où certaines des 60 études de cas ont été mises en évidence. Ensuite, une session interactive avec des sondages a été organisée où le public a pu répondre à des questions concernant les enseignements tirés des études de cas. Les réponses ont ensuite été utilisées pour faciliter une discussion animée avec les membres du public sur la conception future des solutions contractuelles. L'atelier a été un succès, de nombreux points intéressants ayant été soulevés par le public.

Les présentations seront disponibles sur le site web du projet. Pour en savoir plus sur les études de cas, veuillez consulter notre site web <https://console-project.eu/>.



Ce projet a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 817949..



le rapport sur l'agriculture sociale est disponible !

Juliette OLIVIER, ELO

Nous sommes heureux d'annoncer qu'après un travail acharné des partenaires du projet FARCURA, le **rapport sur l'état des lieux des modèles innovants d'agriculture sociale** est maintenant disponible. Ce rapport rend compte de la diversité de l'agriculture sociale dans quatre pays européens (Slovénie, Allemagne, Portugal et Irlande).

Le point de départ de ce rapport est la reconnaissance du fait que les citoyens européens considèrent de plus en plus l'agriculture non seulement comme un moyen de production et de sécurité alimentaire, mais aussi comme un moyen de fournir des services qui profitent à la société. Ces dernières années, cette compréhension de l'agriculture a conduit à la conviction qu'elle peut également contribuer au développement de services sociaux et de santé pour les groupes vulnérables.

Tel est l'objectif de l'agriculture sociale - un mouvement qui découle en partie de la tradition des communautés rurales, où il y a toujours eu des formes informelles d'assistance aux groupes vulnérables, et en partie des connaissances scientifiques et professionnelles modernes sur les effets thérapeutiques du travail dans la nature avec des animaux ou des plantes.

L'agriculture sociale s'est développée différemment dans les pays de l'UE, où ont évolué différentes formes d'agriculture, différentes politiques de soutien, différentes manières d'impliquer les participants des groupes cibles dans le travail et la vie des fermes sociales et des communautés rurales. Notre rapport a tenté de rassembler et d'expliquer ces différentes approches, et de donner un aperçu de la complexité et des exigences de l'agriculture sociale.

Si vous souhaitez lire le rapport de synthèse (disponible en anglais, français, allemand, portugais et slovène), veuillez consulter notre site web : www.farcura.eu

@farcura_erasmus

@farcura

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

Project No: 2019-1-IE01-KA202-051446



Séminaire organisé par le projet InnoForEST

Le 28 septembre dernier, le consortium InnoForEST a réuni les principaux acteurs de l'offre et du financement des services écosystémiques forestiers (SEF) pour discuter des principales conclusions de certaines régions d'innovation (RI), des leçons tirées des recherches d'accompagnement et pour affiner les recommandations du projet.

Lindsey CHUBB, ELO



Partie 1 : Les innovations en matière de gouvernance des services des écosystèmes forestiers dans la pratique

Les innovations en matière de gouvernance comprennent de nouveaux systèmes de paiement et des approches commerciales pour la fourniture de SEF avec des contributions de l'innovation Waldaktie en Allemagne et de l'innovation finlandaise, Habitat Bank.

L'idée commune d'alliances et de réseaux a permis de rassembler des informations sur les innovations en Autriche, en Italie et en Suède. L'innovation en Italie utilise la gestion des pâturages forestiers pour la beauté des paysages, le tourisme et la conservation de la biodiversité afin d'encourager la renaissance du paysage rural traditionnel.

Partie 2 : Permettre le développement d'innovations en matière de gouvernance

WP2 : Cartographie et évaluation des SEF et des cadres institutionnels, rassemble une large compréhension des SEF avec le potentiel d'innovation des niches récentes et émergentes, en interaction avec le régime socio-technique existant dans le secteur forestier. À cette fin, le WP2 a fusionné des informations au niveau européen sur les services écosystémiques et diverses sources gouvernementales et industrielles afin de cartographier le paysage socio-économique et institutionnel dans toute l'Europe. L'analyse a permis d'établir une carte et un cadre sur lesquels peuvent s'appuyer d'autres analyses détaillées de l'innovation, et de mieux comprendre les conditions socio-écologiques et institutionnelles des innovations politiques et commerciales. Ces cartes peuvent être consultées en ligne.

WP3 : Les innovations en matière de gouvernance des services écosystémiques intelligents, ont soulevé 2 questions clés : (1)

«quel type d'innovations en matière de gouvernance peut soutenir la fourniture durable de services écosystémiques à long terme ?» et (2) «quels sont les facteurs d'influence (favorisant ou entravant) des innovations en matière de gouvernance ?». Pour décrire le développement futur souhaité pour chaque RI, il faut opérationnaliser les facteurs du cadre SETFIS dans le processus d'innovation, tester la reconfiguration de ces facteurs, et mettre au point des prototypes pour ensuite mettre à niveau et faire passer ces innovations à une échelle supérieure. Les facteurs du cadre SETFIS comprennent les acteurs, les institutions, les conditions biophysiques, les systèmes de gestion forestière, les systèmes d'innovation, les facteurs externes et les processus d'innovation en matière de gouvernance. Les principales conditions préalables ont été tirées des expériences des 6 RI InnoForEST. Elles comprennent la robustesse des institutions locales durables, les conditions biophysiques et les écosystèmes locaux et un comportement pro-environnemental soutenu par des institutions informelles, ainsi qu'une confiance mutuelle entre les membres des communautés forestières.

WP4 : Plateformes d'innovation pour la politique et les entreprises, est consacré à la sélection et à la mise en correspondance, à la co-conception et à l'établissement du développement de prototypes dans le WP3, et à une analyse de la mise en œuvre des réseaux d'innovation dans un contexte réel. Une approche méthodologique mixte a été utilisée pour l'appariement des prototypes et des études de cas, car elle permet de saisir les interactions complexes liées aux systèmes socio-écologiques.

WP5 : Intégration du processus d'innovation, sert de base à l'approche intégrée pluridisciplinaire, multi-acteurs et multicouches d'InnoForEST. Le WP5 a compilé et relié les conditions économiques, socio-techniques, politico-institutionnelles et biophysico-éco-

logiques décisives, telles qu'évaluées dans le WP2 et identifiées dans le WP3, avec les objectifs de générer et d'intégrer les connaissances et les innovations qui servent d'apports au monde réel ainsi que de validation, de partage et de fusion des connaissances analytiques et pratiques dans InnoForEST, le tout sur une base empirique et holistique.


Partie III : Conclusions et recommandations préliminaires

Cinq thèmes généraux ont émergé malgré la variabilité des contextes locaux des RI, les objectifs liés aux SEF et les développements asynchrones au cours d'InnoForEST. Ils concernent des questions qui exigent d'être prises en compte pendant tout le processus de travail en vue d'un mécanisme de gouvernance innovant pour la fourniture et le financement de la SEF. En tant que telles, elles servent de toile de fond structurante aux recommandations et options d'action spécifiques aux groupes cibles qui suivent.

Les résultats du projet suggèrent que les six groupes d'acteurs ciblés peuvent contribuer à garantir la fourniture et le financement des SEF en abordant un ou plusieurs de ces thèmes généraux, ou en les abordant par différents moyens. Vous trouverez des informations sur ces recommandations dans le livrable 6.3 et dans nos notes d'orientation ciblées, qui seront bientôt disponibles sur le site web du projet.

 @InnoForEST

 @InnoForESTProject

 InnoForEST

The research leading to these results has received funding from the European Union Horizon 2020 under the Grant Agreement number 763899, InnoForEST project, within the innovation Action.





FFA
FORUM FOR THE FUTURE OF AGRICULTURE

Food Systems Podcast

Food Systems, le podcast du « Forum for the Future of Agriculture » est sur le point de fêter son 10^{ème} épisode ! Avec des interviews approfondies provenant de tous les coins du système alimentaire, c'est un moyen idéal de se tenir au courant des derniers développements et d'écouter des experts sur certains des problèmes les plus épineux auxquels nous sommes confrontés.

Une semaine sur deux, nous présentons des entretiens individuels avec des acteurs clés sur des sujets tels que le changement systémique avec Janez POTOČNIK, l'action climatique avec Terry TAMMINEN, la politique européenne avec Tassos HANIOTIS, l'élevage durable avec John GILLILAND, la nutrition et la santé avec Lawrence HADDAD, le financement durable avec Alexander El ALAOUI et bien d'autres. Bonne écoute !

Suivez "Food Systems - FFA"
sur toutes vos applications podcast préférées



Info : www.forumforagriculture.com/podcast

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com

syngenta



Thank you for your participation to
FFA2020 Online Live N°2

Watch the replay on the FFA website

ELO
European Landowners' Organization

CountrySide

is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille

Chief editor :
Emmanuelle Mikosz

Text editor :
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

Design & proof readers
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
José M^a Gomez-Acebo Rosas
Athena Lefebvre

Back office:
Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org

Echec aux feux de forêt

Etude sur la défense des forêts contre l'incendie
(DFCI)

Christian PINAudeau

L'HARMATTAN, JUIN 2020

ISBN : 978-2-343-20133-7



Chaque été, les feux des forêts méditerranéennes deviennent un sujet politique et médiatique. Mais c'est oublier que le feu de forêt n'est pas une fatalité. Les solutions sont connues pour limiter et réduire les risques : adapter une gestion sylvicole à chaque massif et adopter une politique de prévention systématique organisant la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Dans le Sud-Ouest, 30 ans de conflit, 11 années de contentieux ont été nécessaires pour que la DFCI soit reconnue comme la seule politique efficace. Dans la Forêt de Gascogne les résultats sont là. Cet ouvrage démontre que la multiplication des moyens de lutte contre les feux de forêt est plus coûteuse et moins efficace qu'une politique de prévention.

Agenda

2 novembre, Bruxelles – en ligne

Conférence finale virtuelle de l'AGFOSY
www.europeanlandowners.org

23 novembre, Bruxelles & Rio de Janeiro – en ligne

Dialogue sur l'alimentation et l'agriculture durables : mener la transition & partager des expériences sur l'agriculture de précision et le stockage du carbone dans les sols agricoles ; co-organisé par ELO et APEX
www.europeanlandowners.org

1 - 2 décembre, Lisbonne

Assemblée générale d'ELO
www.europeanlandowners.org

8 décembre, Bruxelles – en ligne

Conférence annuelle sur la biodiversité, suivie de la cérémonie de remise du prix de la « European Bee Award »
www.europeanlandowners.org

10 décembre, Bruxelles, Parlement européen

6e congrès des jeunes agriculteurs de l'UE, suivi de la cérémonie de remise du prix européen des jeunes agriculteurs 2020
<https://euyoungfarmers.eu/>